

Baisser les impôts, c'est appauvrir encore les services publics

Dans une énième tentative de convaincre l'opinion publique de tourner la page de la réforme des retraites, alors que celle-ci y est toujours majoritairement opposée, Emmanuel Macron a donc annoncé dans un nouvel exercice télévisuel 2 milliards d'euros de baisses d'impôts pour les "classes moyennes".

Alors que les cadeaux faits aux riches et aux entreprises sont toujours aussi importants (toujours pas de taxation des superprofits et des superdividendes par exemple), et alors que rien n'est fait pour imposer une hausse des salaires que ce soit dans le public ou le privé, Emmanuel Macron annonce des baisses d'impôts pour les classes moyennes espérant faire croire à une partie des travailleur-ses à du "plus" en bas de la feuille de paie.

Personne ne s'y trompe.

Ces baisses ne seront pas "du plus". Et auront bien des conséquences désastreuses qui contribueront encore à l'appauvrissement général. D'autant que Macron reste évasif sur les modalités de cette baisse qui pourrait ne pas passer par une baisse de l'impôt sur le revenu... mais par une baisse des cotisations sociales ! En clair, ça pourrait être une nouvelle attaque contre le système de protection sociale et un cadeau au patronat !

Les impôts servent entre autres à nos services publics : santé, éducation, culture etc... Tout comme la protection sociale alimentée par les cotisations sociales, les services publics sont notre bien commun qui permet notamment redistribution, partage des richesses et réduction des inégalités.

Macron a beau jeu d'invoquer un énième plan de sauvetage de l'hôpital en promettant la fin des problèmes aux urgences d'ici 18 mois ou dans l'Éducation en promettant des remplacements de tous les enseignant-es absent-es... en asséchant les recettes publiques et la sécurité sociale. Baisser les impôts, c'est bien dégrader encore la situation des services publics.

Le président des riches n'arrivera pas à faire tourner la page avec de telles annonces. La population n'est pas dupe.

Pour Solidaires, c'est bien d'augmentation de salaires dont les travailleuses et travailleurs ont besoin : 400 euros immédiatement et pas de salaire à moins de 1700 euros net.

C'est aussi de services publics sur l'ensemble du territoire avec des moyens matériels et humains (et pas de l'intelligence artificielle via ChatGpt) qu'il faut développer en urgence. Les Maisons France Service ne sont en aucun cas de véritables services publics mais bien des pis allers. Il faut défendre nos services publics et en créer de nouveaux.

Solidaires exige le retrait immédiat de la réforme des retraites.

La page n'est pas tournée ! Toutes et tous en grève et en manifestation le 6 juin !